



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

situation à Raqqa

Question au Gouvernement n° 214

Texte de la question

SITUATION À RAQQA

M. le président. La parole est à M. Philippe Chalumeau, pour le groupe La République en marche.

M. Philippe Chalumeau. Ma question s'adresse au ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

L'état-major de la coalition internationale contre Daech a confirmé, vendredi 20 octobre, la libération de la ville de Raqqa en Syrie. Ce sont donc bien les forces démocratiques syriennes, soutenues par la coalition internationale, qui ont repris la ville.

Nous devons d'abord saluer unanimement cette victoire, et, en particulier, le courage de nos soldats et de toutes celles et ceux qui sont engagés dans ce combat face à l'horreur terroriste (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM, MODEM, LR, LC, NG et FI.*).

Nous devons également saluer la mémoire de toutes celles et ceux qui ont fait le sacrifice de leur vie dans la défense de la liberté et ne jamais les oublier.

Ne l'oublions jamais non plus, c'est à Raqqa qu'ont été imaginées et planifiées de très nombreuses actions terroristes dans le monde, en particulier les terribles attentats de Paris du 13 novembre 2015, notamment au Bataclan.

Raqqa comptait avant la guerre 220 000 habitants. La ville est aujourd'hui un champ de ruines, totalement miné. Les défis de stabilisation, de pacification et de reconstruction devant nous sont immenses et de nombreuses questions se posent à nous.

Si cette victoire est incontestablement une avancée majeure dans la lutte sans merci contre Daech, nous sommes toutes et tous conscients ici que nous n'en avons pas encore fini avec l'organisation. Nous connaissons, en effet, sa capacité à se réorganiser sans cesse. Nous ne devons surtout pas baisser la garde.

Depuis la victoire de vendredi, et de manière encore extrêmement prudente, nous voulons croire à une lueur d'espoir sur le très long chemin de la construction d'une paix durable dans cette région du monde si meurtrie.

Monsieur le ministre, au regard de votre expérience (*« Allo ! » sur les bancs du groupe LR*), pensez-vous que le temps est venu pour la politique de reprendre la main en Syrie ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Raqqa est tombée, sous l'action des

forces démocratiques syriennes, appuyées par la coalition, et donc par les forces françaises que je salue à mon tour au nom du Gouvernement.

Raqqa est tombée, c'est un symbole : la plupart des actions terroristes hors de la Syrie ont été préparées depuis cette ville ; c'est de Raqqa que sont venus les commanditaires des actes de barbarie commis au Bataclan et ailleurs lors de cette funeste soirée du 13 novembre 2015. C'est à ce moment-là que le Président Hollande a considéré que Raqqa devait être l'un de nos objectifs de guerre. Nous avons aujourd'hui répondu à cette demande.

Pour autant, le danger n'est pas écarté. Certes, l'emprise territoriale des terroristes est en voie de réduction - ils se regroupent maintenant sur le Moyen-Euphrate -, mais la bataille de l'ombre va commencer. Nous ne devons pas perdre la paix. Nous devons veiller à ce que l'ensemble des actions - l'acheminement humanitaire, la sécurisation, la réconciliation, la transition politique et la reconstruction - soient mises en œuvre dans un forum adapté à la reconstruction de la paix. Nous nous y employons en faisant en sorte que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et les principaux pays engagés dans la région trouvent un consensus permettant une véritable transition politique et surtout le maintien d'une Syrie unifiée et intégrée.
(Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.)

Données clés

Auteur : [M. Philippe Chalumeau](#)

Circonscription : Indre-et-Loire (1^{re} circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 214

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [26 octobre 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [26 octobre 2017](#)